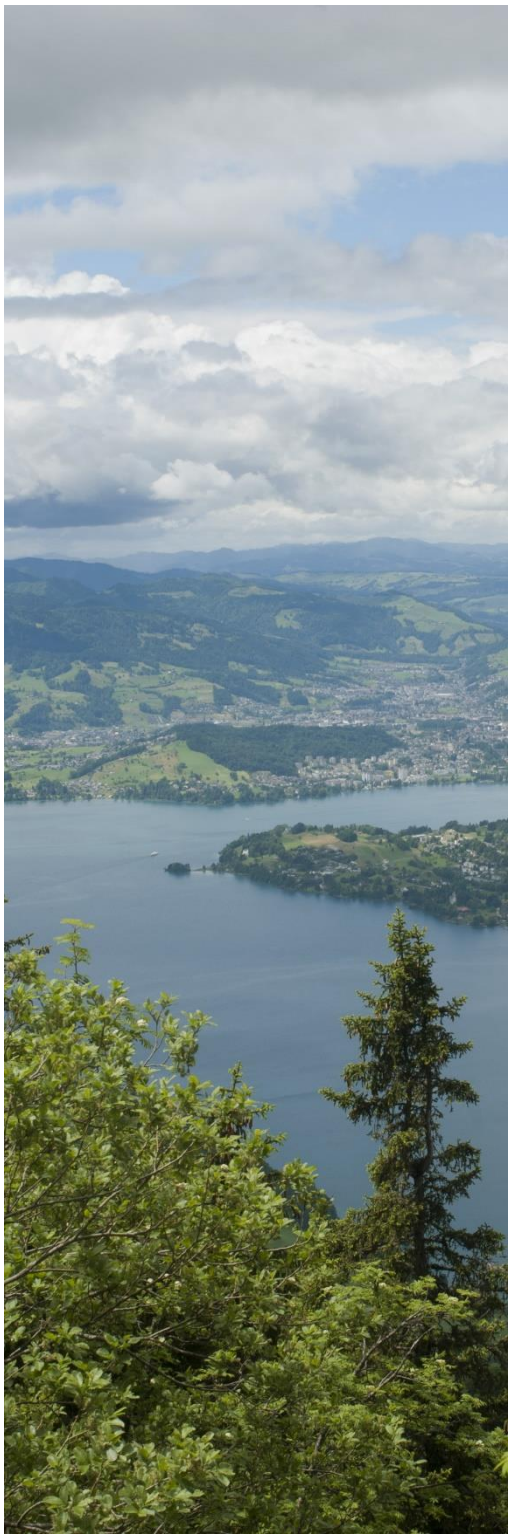
regiosuisse
Netzwerkstelle Regionalentwicklung
Centre du réseau de développement régional
Centro della rete di sviluppo regionale
Center da la rait per il svilup regiunal

Le développement économique régional en Suisse



regiosuisse monitoring

IMPRESSUM

Auteur :	regiosuisse – Centre du réseau de développement régional
Titre :	regiosuisse monitoring
Mandant :	SECO
Lieu :	Berne
Année :	2023
Téléchargement :	www.regiosuisse.ch/monitoring-fr

Auteurs
Matthias Setz, regiosuisse
Julian Frank, regiosuisse

Editeur
regiosuisse – Centre du réseau de développement régional

Tél. +41 27 922 40 88
info@regiosuisse.ch
www.regiosuisse.ch

Langues
Le rapport de monitoring de regiosuisse paraît en allemand et en français.

Traduction
Félix Glutz, adapteam.ch, Montreux

Le rapport reflète l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle du mandant.

Sur mandat de
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

npr
Nouvelle politique régionale

Les espaces urbains sont plus compétitifs en raison de leurs avantages géographiques

L'essentiel en bref:

- Il est crucial, pour le développement économique et social d'une région, d'offrir des conditions cadres attrayantes, et ce, aussi bien en tant que lieu de résidence que lieu de travail.
- Les espaces périurbains ont pu, ces dernières années, se positionner comme des lieux de résidence attrayants. Cela s'explique d'une part par le fait qu'ils sont bien desservis et qu'ils sont donc en mesure d'offrir de meilleurs services que les zones rurales. D'autre part, le coût de la vie dans ce type de zone est nettement inférieur à celui des villes.
- Les zones urbaines - en particulier les villes et les grandes agglomérations - sont de loin les plus attrayantes pour les entreprises qui cherchent un endroit où s'implanter. Ces zones sont en effet les mieux desservies, ce qui permet notamment d'accéder à un important potentiel de main-d'œuvre. Dans le même temps, les villes offrent d'autres atouts importants, comme la proximité des universités ou l'environnement économique. Sous cet aspect, les zones rurales sont nettement moins attrayantes pour les entreprises.

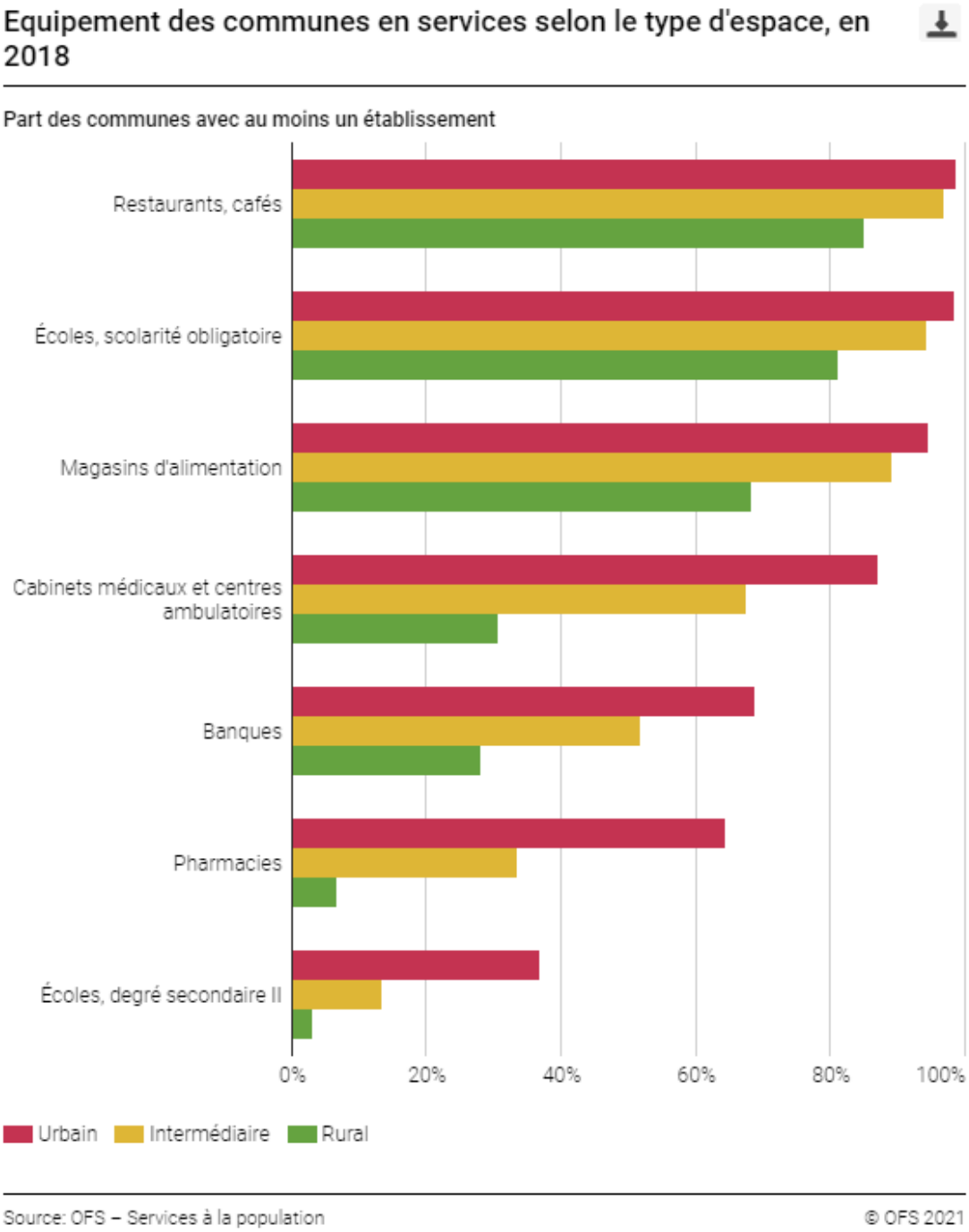
L'attractivité économique est décisive pour le développement régional

De bonnes conditions cadres sont un des critères clés pour la croissance économique. Pour les pays et leurs régions, il est donc essentiel d'offrir à leurs habitants et à leurs entreprises un environnement attractif et de montrer qu'ils présentent de sérieux atouts dans ce contexte.

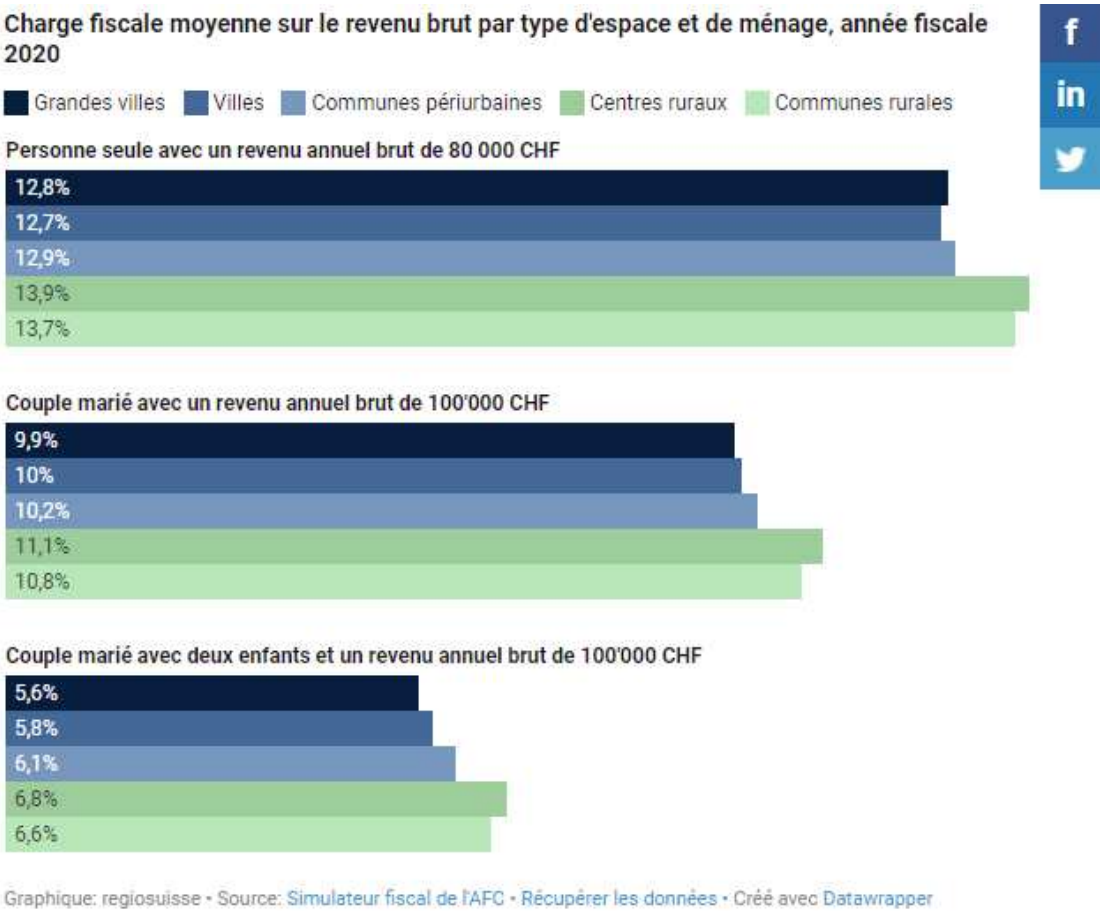
Pour évaluer l'attractivité économique d'une région, on utilise en général ce qu'il est convenu d'appeler des «facteurs de localisation». Pour ce qui est de l'**attractivité d'une région en tant que lieu de résidence**, seront par exemple considérés comme importants des facteurs tels que l'accessibilité des services, le coût du logement, la charge fiscale, la sécurité ou encore la proximité des espaces de détente. Pour ce qui est de **l'attractivité d'une région en tant que lieu d'implantation d'une entreprise,** seront considérés comme importants des facteurs tels que l'environnement économique, les réglementations légales, la charge fiscale ainsi que l'offre de main-d'œuvre et de travailleurs qualifiés. Dans ce contexte, certains facteurs, tels que l'offre de travailleurs qualifiés, dépendent à leur tour de l'attractivité d'une région en tant que lieu de vie.

Les communes périurbaines sont appréciées comme lieux de vie

L'analyse du développement de la population résidante a montré que cette dernière a augmenté ces dernières années, notamment dans les espaces urbains et périurbains. Il semble donc que ces types d'espaces soient plus attrayants comme lieu de résidence que les régions rurales. Une des raisons pour expliquer cela pourrait résider dans **la fourniture des services**. Une évaluation de l'Office fédéral de la statistique montre que ces derniers sont moins bons dans les espaces ruraux que dans les régions intermédiaires et urbaines.

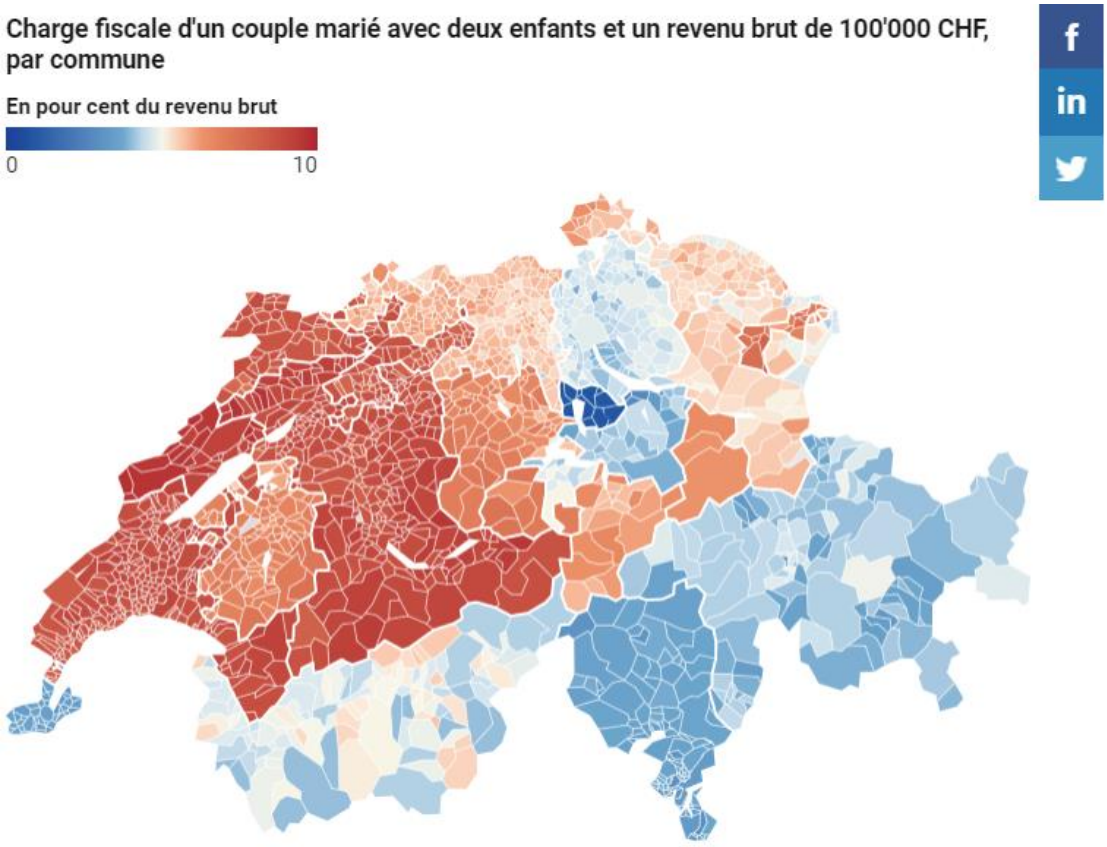


Outre les offres de services proposées, des **considérations d'ordre fiscal** parlent également en faveur d'une installation dans des zones urbaines. La charge fiscale sur le revenu brut des personnes physiques est en effet plus faible dans ces espaces que dans les régions rurales, où les différences varient plus ou moins fortement selon le type de ménage considéré.

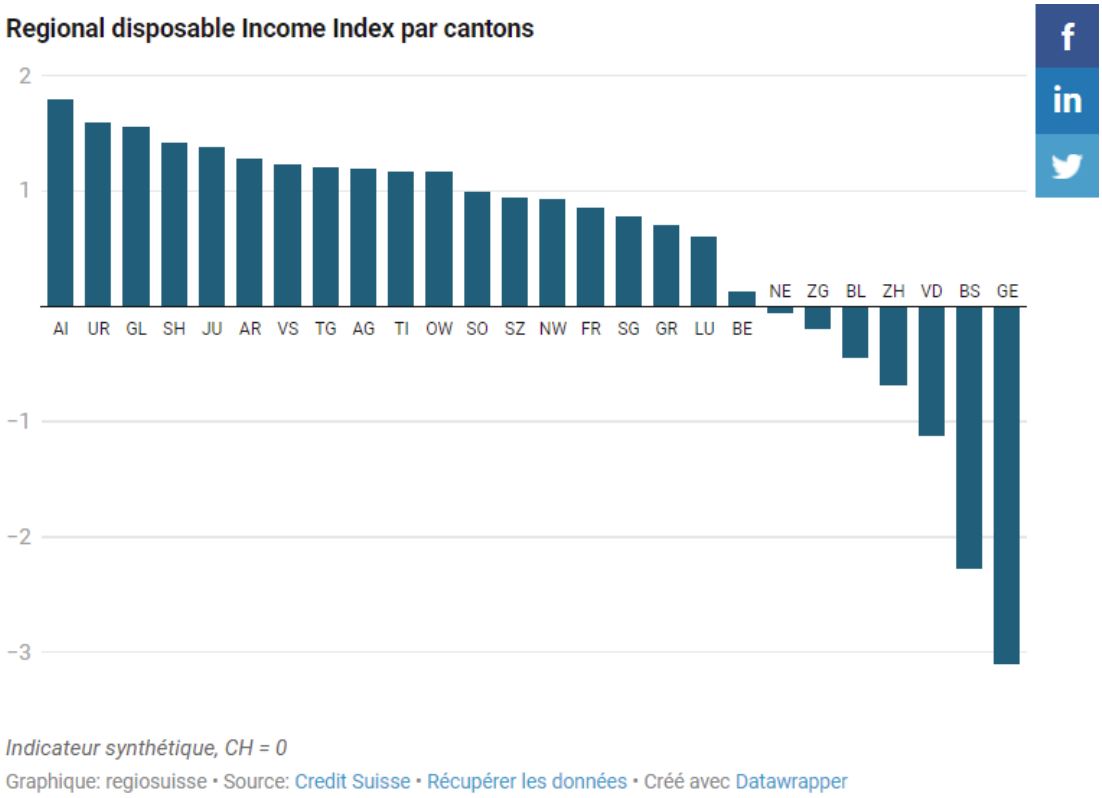


Si l'on analyse de manière plus fine la situation des communes, on constate que les différences au niveau de la charge fiscale s'expliquent principalement par les différents taux d'imposition pratiqués dans les cantons. La charge plus élevée dans les communes rurales, que nous avons mentionnée ci-dessus, pourrait donc s'expliquer par le fait que certains cantons comptant de nombreuses communes rurales ont des taux d'imposition élevés.

Bien que cette affirmation soit correcte en principe, l'interprétation des données à disposition concernant la charge fiscale se doit d'être prudente. La situation peut en effet varier en fonction du type de ménage (nombre d'enfants, revenus, etc.). Le simulateur fiscal de l'AFC permet de comparer un grand nombre de combinaisons.



Cela étant, une simple considération de la charge fiscale ne saurait être suffisante, en particulier lorsqu'il s'agit de personnes physiques. Au lieu de se poser la question de savoir quel est le montant des impôts, il s'agit plutôt dans ce cas de se demander **combien d'argent un ménage dispose encore après déduction de toutes les dépenses obligatoires et les frais fixes**, à savoir: les dépenses de caisse maladie, le logement, la mobilité ou encore la garde des enfants. Ces coûts peuvent également varier considérablement d'une région à l'autre. Une étude de Credit Suisse a calculé sur la base de tous ces facteurs ce que l'on appelle l'«**indicateur RDI**» (Regional Disposable Income). L'indicateur RDI prend en compte toute une série de types de ménage possibles et montre où la vie est la meilleure marché en Suisse. On remarque que les cantons qui s'en tirent le mieux à ce niveau sont généralement plus ruraux. En revanche, les cantons urbains - même ceux dont la charge fiscale est comparativement faible – font plutôt mauvaise figure.



Une analyse plus fine par commune permet de constater que les différences entre la ville et la campagne s'accentuent encore. L'analyse de Credit Suisse montre, pour certaines configurations de ménages, que les coûts fixes tels que le loyer sont particulièrement importants dans les grandes villes, de sorte que **le revenu finalement disponible est généralement plus faible dans les centres et les espaces urbains qu'à la campagne ou dans les espaces périurbains**. Les centres touristiques ruraux tels que Zermatt ou Davos, où les coûts de logement en particulier sont également très élevés, constituent une exception.

Le coût de la vie moins élevé pourrait être une des raisons pour lesquelles la population a fortement augmenté, notamment dans les **communes périurbaines**. Nombre d'habitants de ces communes ont donc probablement fait un **compromis** entre la faible densité des services dans les zones rurales et le coût élevé de la vie dans les centres urbains. Un autre facteur important qui n'est pas pris en compte dans les réflexions ci-dessus, pourrait être les frais de déplacement, c'est-à-dire la valeur, resp. le coût d'opportunité du temps. Nombreuses sont les personnes qui exercent une activité lucrative qui ne sont probablement pas disposées à parcourir de longues distances pour se rendre à leur travail et qu'elles préfèrent donc vivre dans des zones urbaines ou à proximité de ces dernières, où se trouvent la plupart des emplois.

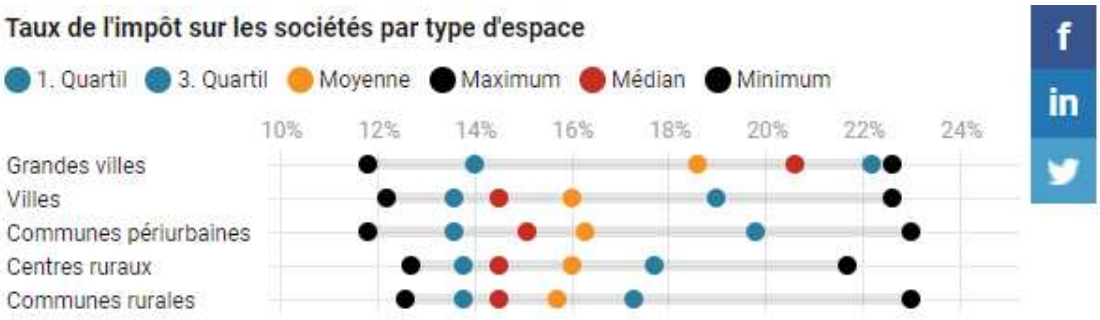
Outre les facteurs économiques mentionnés, il existe évidemment de nombreux autres facteurs qui influent sur le choix du lieu de résidence. Il peut s'agir par exemple de la pollution de l'air et de la pollution sonore ou de préférences individuelles comme la proximité de zones de détente ou encore l'environnement social.

Les entreprises préfèrent s'installer dans les villes

Outre l'attractivité comme lieu de résidence, l'attrait en tant que lieu d'implantation d'entreprises est également important pour le développement d'une région. L'analyse de l'évolution de l'emploi a montré que **près de trois quarts des employés travaillent dans les grands centres et les villes**. En outre, ce sont ces mêmes espaces qui ont connu la plus forte croissance de l'emploi au cours des dernières années.

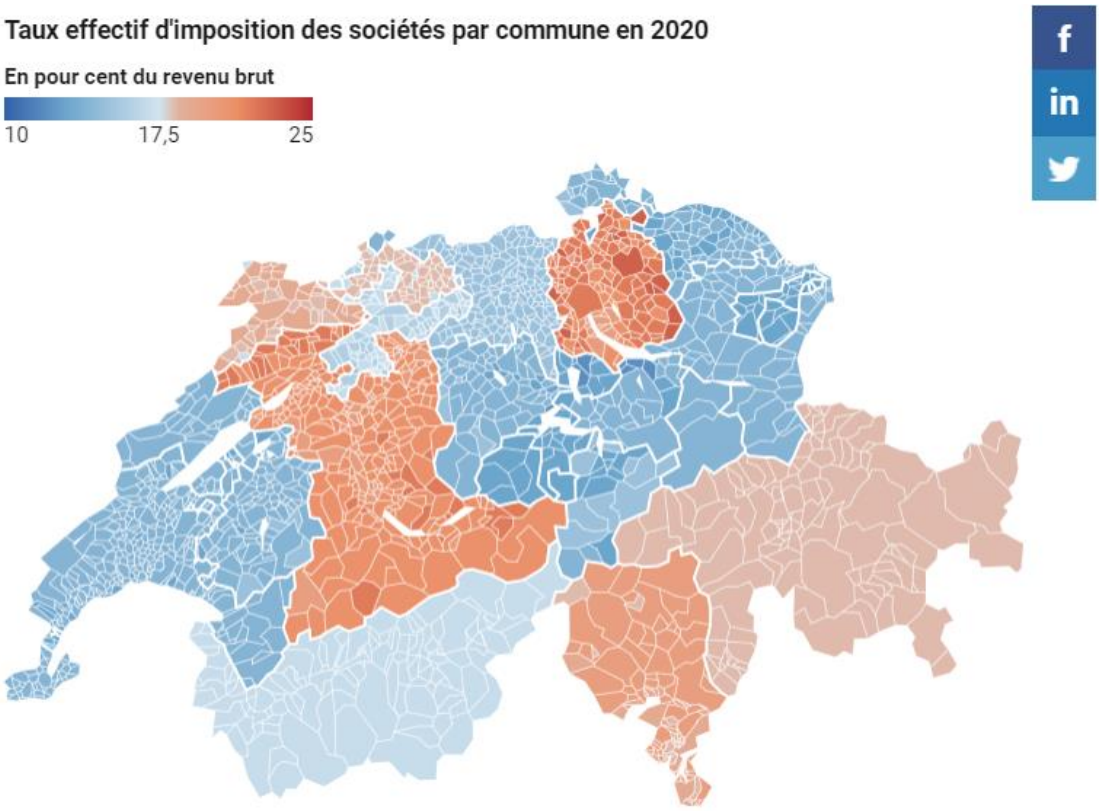
Pour ce qui est du choix du lieu d'implantation ou de résidence, la **charge fiscale** pourrait être encore plus importante pour les entreprises que pour les personnes privées. Une étude de l'Administration fédérale des finances a examiné à combien s'élève la charge fiscale (impôts sur les bénéfices et le capital à tous les niveaux étatiques) dans les communes suisses. La différente entre les communes urbaines et les communes rurales ne semble pas être trop marquée. Ceci s'explique surtout par le fait que la charge fiscale **dépend beaucoup de la politique cantonale**. Dans certains cantons, l'impôt sur les sociétés est même fixé uniformément au niveau cantonal, ce qui ne laisse aucune marge de manœuvre aux communes pour fixer la charge fiscale des personnes morales. Il existe donc des cantons ruraux qui affichent une charge fiscale comparativement élevée (p. ex. le Jura), tout comme des cantons ruraux où l'impôt sur les sociétés est très bas (p. ex. Appenzell Rhodes-Intérieures). En général, on constate que les taux d'imposition ont eu tendance à baisser partout ces dernières années. Et ce, en particulier en lien avec la mise en œuvre de la «Réforme fiscale et financement de l'AVS» (RFFA).

Si l'on considère les taux d'imposition des sociétés par type d'espace, l'hypothèse émise ci-dessus se trouve confirmée: **les différences entre la ville et la campagne sont relativement faibles.** On remarque néanmoins que le taux d'imposition moyen dans les grandes villes est un peu plus élevé que dans les autres types d'espace. Dans le même temps, près de 50 % des bénéfices nets avant impôt sont générés dans ce type d'espace. Viennent ensuite les villes avec une part de 35%. Les zones rurales ne représentent quant à elle que 8 % des bénéfices nets avant impôts.



Est indiquée ici la charge fiscale d'une entreprise avec un bénéfice net de 260 000 francs et 2 millions de francs de fonds propres. Ne sont pas pris en compte les statuts fiscaux privilégiés valables jusqu'en 2019 et les mesures d'accompagnement introduites dans le cadre de la RFFA en 2020 (patent box, déduction des dépenses de R&D, ajustement des intérêts, limitation des allégements). Les moyennes ont été calculées sur la base des bénéfices nets pondérés avant impôts.

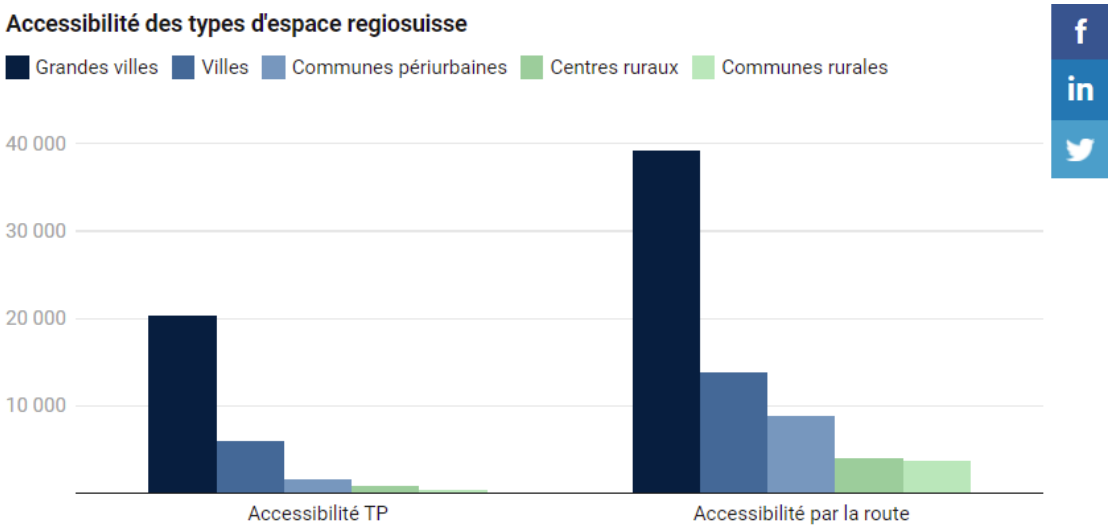
Graphique: regiosuisse • Source: AFC • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper



Est indiquée ici la charge fiscale d'une entreprise avec un bénéfice net de 260 000 francs et 2 millions de francs de fonds propres.Ne sont pas pris en compte les statuts fiscaux privilégiés valables jusqu'en 2019 et les mesures d'accompagnement introduites dans le cadre de la RFFA en 2020 (patent box, déduction des dépenses de R&D, ajustement des intérêts, limitation des allégements).

Carte: regiosuisse • Source: AFC • Données cartographiques: Bundesamt für Statistik (BFS), GEOSTAT • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

Outre la charge fiscale, la **disponibilité de la main-d'œuvre, resp. des travailleurs qualifiés**, est déterminante pour le choix d'implantation d'une entreprise. Les **zones urbaines affichent des avantages évidents** à ce niveau. Ceci s'explique pour plusieurs raisons: d'une part, la proportion des personnes qui possèdent un diplôme de formation au niveau tertiaire y est sensiblement plus élevée (voir Analyse de l'activité lucrative en Suisse). D'autre part, les grandes villes et les agglomérations sont nettement mieux desservies que les régions rurales. Les espaces urbains ont donc accès à une offre de main-d'œuvre plus importante pour une durée de trajet donnée. La disponibilité de la main-d'œuvre dans une région est naturellement étroitement liée à l'attractivité de cette même région en tant que lieu de résidence.

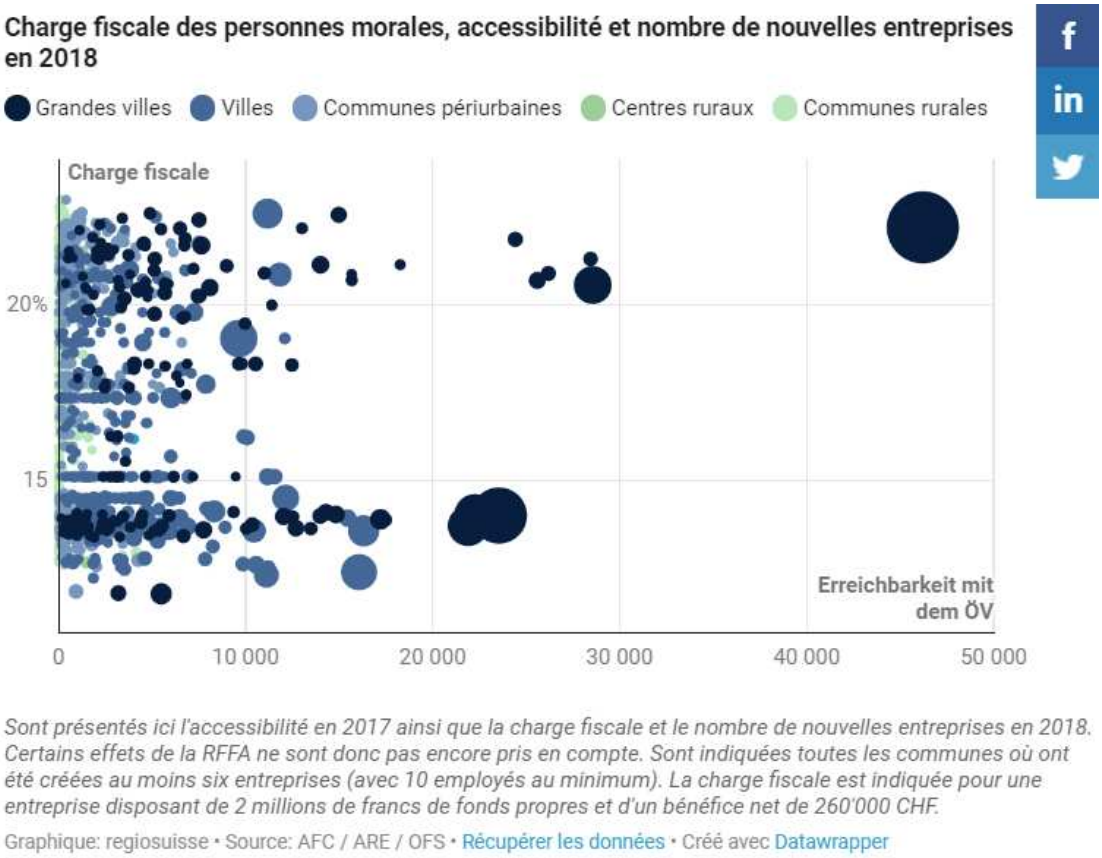


L'indice indiqué exprime l'accessibilité moyenne d'une zone de trafic dans un type spatial spécifique en fonction des temps de trajet, sur la base de toutes les zones de trafic en Suisse. La valeur elle-même n'a pas d'interprétation.

Graphique: regiosuisse • Source: ARE / NPVM • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

Outre l'accessibilité et la charge fiscale, il devrait y avoir toute une série d'autres facteurs économiques qui influent sur le choix du lien d'implantation d'une entreprise, comme par exemple la proximité de hautes écoles ou de groupes industriels spécifiques. Le graphique ci-dessous illustre cela et montre que **la charge fiscale ne semble jouer qu'un rôle secondaire pour les jeunes entreprises.** La grande majorité des nouvelles entreprises sont créées dans les grands centres et les villes, même si la charge fiscale y est plus élevée que la moyenne. Cette charge fiscale est en revanche susceptible d'être un facteur plus important dans le choix du lieu d'implantation des entreprises qui sont déjà établies sur le marché.

Cela étant, il convient toutefois de noter que la charge fiscale n'est qu'un des nombreux facteurs pertinents concernant le choix du lieu d'implantation. **L'accessibilité, notamment, semble également être un facteur important pour les jeunes entreprises**. On gardera néanmoins à l'esprit que les communes facilement accessibles peuvent souvent se prévaloir d'autres atouts, tels que la présence d'universités (hautes écoles spécialisées), ce qui peut également être le véritable déclencheur du choix d'une entreprise.

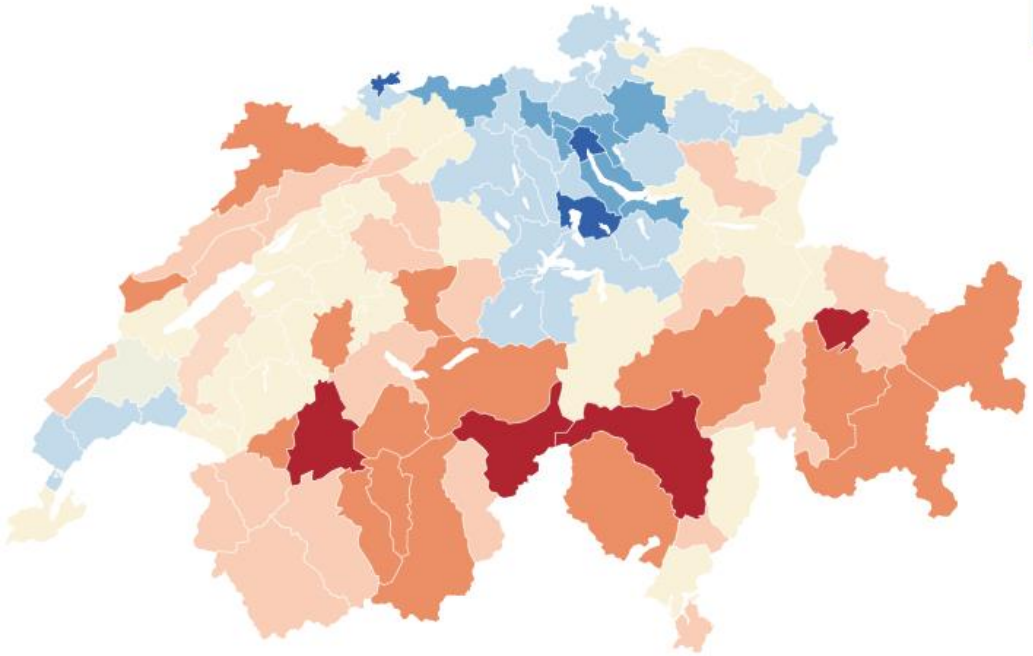


Sont présentés ici l'accessibilité en 2017 ainsi que la charge fiscale et le nombre de nouvelles entreprises en 2018. Certains effets de la RFFA ne sont donc pas encore pris en compte. Sont indiquées toutes les communes où ont été créées au moins six entreprises (avec 10 employés au minimum). La charge fiscale est indiquée pour une entreprise disposant de 2 millions de francs de fonds propres et d'un bénéfice net de 260'000 CHF.

Graphique: regiosuisse • Source: AFC / ARE / OFS • Récupérer les données • Créé avec Datawrapper

Sur la base de l'indicateur UBS de compétitivité cantonal, qui repose sur un vaste ensemble d'indicateurs, on peut tirer des conclusions sur la compétitivité et donc également sur l'attractivité économique de diverses régions de la Suisse. L'indicateur UBS montre que la plaine et donc également les régions urbaines sont plus compétitives que les régions de montagne. L'UBS constate en outre que dans les cantons qui affichent un potentiel de croissance comparativement plus faible (p. ex. le Jura ou le Valais) les centres régionaux sont plus compétitifs que les autres régions. Credit Suisse, qui calcule régulièrement un «indicateur de qualité de localisation», parvient à des résultats analogues. Les résultats obtenus par Credit Suisse montrent que les agglomérations urbaines économiques telles que Zurich, Zoug ou encore Genève figurent parmi les régions les plus attractives pour les entreprises. On constate ici également que l'Arc alpin et l'Arc jurassien sont sensiblement moins intéressants pour ces dernières, notamment et surtout en raison de leur accessibilité, qui est plutôt faible.

Indicateur UBS de compétitivité régional par région MS



Plus le nombre de points est élevé et plus la compétitivité d'une région l'est également, et plus ses possibilités de croissance future sont importantes (maximum = 100). Les régions ayant un faible nombre de points n'ont pas nécessairement de mauvaises opportunités de croissance, mais leurs performances sont moins bonnes que celles des autres régions.

Carte: regiosuisse • Source: UBS • Créé avec Datawrapper